

Bulletin Européen

Tribune libre fondée en 1950 par Constantin Dragan

UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

Les Européens sont en train de se convaincre de plus en plus nettement que leur union — ou leur unité — ne peut et ne doit se faire que dans la diversité. Unifier n'est pas uniformiser et vouloir contraindre des peuples ou des Etats à renoncer à leur particularités, à leur institutions, au nom d'une abstraction idéologique qui leur est étrangère, c'est tout bonnement les tyranniser.

Il s'agit cependant d'une forte tentation: uniformiser semble rendre l'unification plus facile. Uniformiser et, ajoutons, centraliser, les deux actions allant de pair. On remet la direction ou l'administration politique aux mains d'un seul pouvoir lequel, à son tour, organise une bureaucratie et des institutions toutes puissantes dont les engrenages préviennent et paralysent toute initiative.

A cette tentation, l'Europe doit échapper. Elle ne doit pas oublier que l'évolution sociale se fait pour les hommes avant de se faire par les hommes et qu'elle impose à la base le respect de la personne humaine et, partant, le respect des nations et de leur volonté de vivre libres et indépendantes.

En d'autres mots, la construction de l'Europe ne devrait pas se faire en partant du haut, en coiffant d'institutions supranationales, anonymes et toutes puissantes, un continent dévitalisé; mais en partant du bas, en respectant non seulement l'originalité des grandes nations, mais aussi celles des régions et des minorités ethniques. Chacune de ces entités de base a ses particularités, son génie propre, d'où elle tire son élan vital et sa raison de vivre. Vouloir les lui dérober, c'est la contraindre, l'opprimer, la mutiler, la tyranniser.

Ce qui ne veut pas dire qu'il faille laisser à chacun le droit et la possibilité de se développer aux dépens des autres. D'où la nécessité du dialogue. Dialogue à tous les échelons:

dialogue au niveau parlementaire. Le Parlement Européen devrait être élu au suffrage universel — comme tous désormais le réclament — et non par les réunions d'une académie de ministres. Et, dans ce Parlement, tous les partis politiques devraient être représentés;

dialogue au niveau véritablement international, ce qui signifie que toutes les nations et toutes les minorités ethniques du continent doivent pouvoir se faire entendre.

Certes, c'est parce qu'elle n'a jamais supporté longtemps une quelconque hégémonie que l'Europe a toujours été divisée, tourmentée, déchirée. Ce fut sa faiblesse mais aussi sa fécondité spirituelle et demain ce peut être sa force si elle parvient à composer harmonieusement ses divisions et ses diversités.

bulletin européen

LE PLUS GRANDS PAS EN AVANT DE L'EUROPE

par Michel de la Ventolière

La Roumanie vient de nettoyer son appareil politique et administratif de tous les agents et espions soviétiques, pour la plupart des malheureux qui s'étaient laissés suborner ou intimider par les Russes et dont la tâche consistait à saboter l'indépendance nationale. Une fois de plus la preuve est faite que les Russes font du communisme le masque sous lequel ils dissimulent leur folie impérialiste. Une fois de plus, la Roumanie a donné à l'Europe une leçon de dignité nationale, d'autant plus valeureuse qu'elle risque de provoquer des conséquences très graves.

En prenant des mesures de cette envergure, les dirigeants communistes roumains se sont placés sur la ligne de la vraie continuité historique de leur Pays et ont affirmé la vocation et la nature européennes de la Roumanie. Cet acte d'indépendance nationale restituée aux communistes roumains une légitimité nationale et historique que rien ne peut entamer, que nul désormais ne peut contester. Nous pourrions ne pas être d'accord avec le régime communiste de la Roumanie; nous pourrions le combattre sur le plan des formules politiques où un régime est considéré par les uns meilleur que celui préconisé par d'autres, mais une seule chose reste claire et ne peut être niée: les dirigeants roumains d'aujourd'hui sont les meilleurs serviteurs de l'indépendance nationale que la Roumanie ait jamais eus depuis la grande guerre mondiale. Ils ont gagné ce titre à un prix qui nous restera peut-être inconnu encore pendant des années, mais ils l'ont gagné et je tiens à le reconnaître bien haut car je crois humblement que cette reconnaissance leur est due, surtout de ma part, puisque je suis depuis un quart de siècle l'adversaire irréductible du communisme comme forme de gouvernement.

Du temps des partis soi-disant démocratiques de la Roumanie d'entre les deux guer-

res, l'indépendance nationale était une affaire de propagande électorale et parfois — le cas n'était pas si rare — c'était une affaire qui concernait surtout les conseils d'administration de quelque capitale mondiale.

Je ne veux pas commenter ici les fameuses « courbes de sacrifice » dictées à la Roumanie des années Trente par les grands producteurs de pétrole, de même que je n'insisterai pas sur le fait que, puisque même les allumettes n'appartenaient pas aux Roumains, sans parler des routes et des Chemins de Fer, l'indépendance nationale de la Roumanie n'était à l'époque qu'une farce politique. Un pays qui vend son bois pour acheter des meubles viennois faits du même bois sorti de ses propres forêts à l'état brut, un pays qui vend son blé produit en abondance pour le racheter ensuite sous forme de pâtes alimentaires, ne peut pas être un pays indépendant: et telle était la situation de la Roumanie « démocratique » d'entre les deux guerres.

L'alliance avec l'Axe et la folle guerre contre un géant voisin qui, dans la conjoncture historique de l'époque ne pouvait pas perdre cette guerre-là, mènent tout droit la Roumanie au désastre de Yalta. Le prix de cette folie en vies humaines, en pillage et en dommages de guerre payés et repayés mille fois à la Russie a placé la Roumanie dans la situation d'un satellite pauvre, abandonné de tout et de tous, y compris Dieu.

Les communistes se trouvèrent là, avec le pouvoir, imposés par Yalta, et incapables de choisir autre chose que la route sanglante d'humiliation, de trahison et de pillage tracée par la Russie. Ils se trouvèrent là pour endosser tout le blâme, pour être conspués et dénoncés comme ils le méritaient mais comme ils ne pouvaient éviter de le mériter.

Mais voici que les dettes du crime ont été amplement payées et que les circonstances aussi bien que les hommes ont changé.

A moins d'un quart de siècle de distance, les communistes roumains ont tourné courageusement cette page honteuse de l'histoire roumaine et ont pris les destinées de leur pays dans leurs propres mains. Ils ont accédé à l'indépendance nationale en tenant tête: et cette fois il ne s'agissait plus de tenir tête à des conseils d'administration ou de courir le risque de voir diminuer un compte en banque. Il s'agissait de risquer sa propre vie et la catastrophe sanglante. Et, pour la première fois, courant ce risque, la Roumanie moderne est un pays indépendant. Que les dirigeants communistes se débrouillent, quant à leur régime, avec les Roumains! Ceci est une affaire qui ne concerne désormais que les Roumains et les Roumains seuls. Du point de vue de l'Europe et du monde entier le dossier de la « Roumanie enchaînée » est clos. La Roumanie indépendante est aujourd'hui un pays qui peut tenir la tête haute et qui a su donner des leçons d'europhisme alors qu'elle est encore dans l'impossibilité de s'intégrer à la Communauté élargie qui parle tant de l'Europe mais qui, en attendant, ne peut rien faire pour l'indépendance des nations européennes.

L'indépendance nationale de la Roumanie est le plus grand pas en avant que l'Europe ait fait depuis la dernière guerre mondiale, et les Roumains devraient en être fiers.

ERRATUM

L'article de M. de la Ventolière paru dans notre dernier numéro sous le titre « Marché aux puces ou Musée Grévin » a été publié avec une erreur fâcheuse due à notre correcteur d'épreuves. En page 8, deuxième colonne, ligne 8 il est écrit: « ...M. Brejnev voudrait bien jouer — QUARANTE ANS APRES — les Joseph Chamberlain... ». De toute évidence, notre correcteur a confondu l'homme d'Etat anglais Joseph Chamberlain (1836-1914) et Arthur Neville Chamberlain premier ministre anglais en 1937. Nous nous excusons vivement auprès de l'auteur de l'article et de nos lecteurs pour cette regrettable confusion.

LA MORT DU CARDINAL EUGENE TISSERANT

C'est avec une profonde émotion que le « Bulletin Européen » rend hommage au Cardinal Eugène Tisserant, doyen du Sacré Collège qui vient de disparaître, à Albano, près de Rome à l'âge de 87 ans. Cet illustre prélat avait bien voulu en effet honorer de sa bienveillante attention les initiatives de notre fondateur, M. Constantin Dragan et lui en donner à maintes reprises des témoignages concrets. C'est ainsi qu'il participa à l'inauguration des sièges de la Fondation Européenne Dragan, le 29 avril 1967, à Rome et le 19 juin 1968, à Palma de Majorque et qu'il ne cacha pas l'intérêt qu'il prenait aux publications à travers lesquelles M. Dragan défend depuis plus de vingt ans la cause de l'Europe. La Rédaction du « Bulletin Européen » tient à souligner tout le prix qu'elle attachait à cette haute bienveillance et à exprimer ses regrets les plus vifs pour la disparition d'une personnalité qui honorait l'Eglise Catholique à plus d'un titre.

* * *

Né à Nancy en 1884, Eugène Tisserant avait été ordonné prêtre en 1907 et nommé cardinal en 1936 puis évêque en 1937. Défenseur convaincu de la plus sévère tradition catholique, il se distingua à bien d'autres égards puisque l'Académie Française l'accueillit dans son sein en 1961. Il excellait en particulier dans l'étude des langues sémitiques anciennes et dans l'histoire de la Palestine ancienne et des origines du christianisme. En première ligne dès le début de la « Grande Guerre » il fut blessé mais n'en continua pas moins à servir sous les armes de 1914 à 1919 comme officier d'Etat Major et officier de Spahis des troupes algériennes. Rappelé au Vatican, il y était considéré comme le meilleur expert de l'histoire du Proche Orient. En effet celle de ses charges à laquelle il tenait le plus était celle de Secrétaire de la Congrégation pour les Eglises orientales. S.S. Jean XXIII le tenait en haute considération et S.S. Paul VI qui l'avait consacré évêque tint à l'avoir auprès de lui, malgré son grand âge, dans le voyage qu'il fit l'an dernier en Orient.



LA VRAIE OUVERTURE A L'EST vue par la "droite" britannique

John BIGGS-DAVISON, M.P.: « La Roumanie a toujours été et continuera à être européenne par excellence ».

Nos lecteurs connaissent M. John BIGGS-DAVISON, député conservateur d'extrême droite, Président du groupe des députés conservateurs membres du Monday Club et vrai militant européen dans sa double qualité de Vice-Président du Mouvement Pan-Européen et Président de la section britannique de ce mouvement.

En dirigeant son attention vers le problème que pose l'indépendance nationale de pays tels que la Roumanie et la Yougoslavie, notre Bulletin a voulu connaître aussi l'opinion de certains hommes politiques de la droite britannique sur cet aspect de politique européenne. Pourquoi « de la droite » et pourquoi « britannique »? Simplement parce que tout d'abord, en Angleterre du moins, il n'y a que la droite qui ne veuille pas « ménager » les susceptibilités de l'impérialisme russe et, ensuite, parce que les Britanniques furent les co-signataires de l'Accord de Yalta et c'est précisément la droite qui, à l'époque, a eu seule le courage de dire NON à cet Accord.

* * *

Dans ce même numéro, nos lecteurs peuvent prendre connaissance de l'opinion de Sir Victor RAIKES, l'artisan de ce pathétique mais si juste NON. Ici, M. C. Michael-Titus, notre correspondant permanent à Londres, a posé à M. BIGGS-DAVISON deux questions essentielles concernant

la lutte pour l'indépendance nationale de la Roumanie et de la Yougoslavie. Ce sont des questions posées à un des leaders de la droite britannique de nos jours. Nos lecteurs pourront voir que cette droite reste fidèle à ses propres principes, de Sir Victor RAIKES en 1945 jusqu'à M. BIGGS-DAVISON en 1972, et qu'elle est aujourd'hui, comme hier, la seule alliée en Grande-Bretagne des pays de l'Est qui secouent le joug soviétique:

* * *

Question: Dans les termes classiques de la politique et à cause de votre rôle prééminent dans le Monday Club, vous êtes considéré comme un homme politique conservateur, d'extrême droite. Comment croyez-vous que la droite britannique devrait considérer la lutte pour l'indépendance nationale de la Roumanie et de la Yougoslavie?

Réponse: Le gouvernement conservateur a démontré que la Manche n'est pas une frontière européenne, tout comme les Pyrénées ne le sont pas non plus et tout comme l'Europe ne s'arrête pas au mur de Berlin qui subsiste en dépit de l'Ostpolitik, ou aux tours de veille communistes.

Le 15 janvier, Monsieur Heath déclarait à Southampton: « Les membres de la Communauté élargie ont beaucoup de problèmes en commun. Les décisions que nous prenons quant aux relations de l'Europe occidentale avec l'Europe de l'Est, sont des décisions que nous devons prendre en commun.

Ces décisions regardent l'étape prochaine dans les relations économiques et culturelles entre l'Est et l'Ouest et le maintien d'une sécurité occidentale aussi bien que la possibilité d'une Conférence Européenne pour la Sécurité». Le Premier-Ministre a parlé des prochaines discussions avec les autres hommes d'Etat européens y compris le Président Pompidou et de la Conférence au sommet des Premier-Ministres de la Communauté élargie, projetée pour plus tard dans l'année ».

L'Europe est encore faible, mais les Russes sont harcelés.

M. BIGGS-DAVISON a continué:

Le manque d'unité et la désorientation de l'Europe occidentale libre qui se trouve maintenant sous la pression venant de l'Est, en faveur d'une Conférence Européenne pour la Sécurité, peuvent mettre ses nations en danger mortel. L'intention de Moscou est de miner par les menaces et de saboter par des leurrex économiques et par la propagande, la solidarité des alliances occidentales. Moscou veut comme nous une Europe unie — mais une Europe unie sous l'égide soviétique, de l'Oural à l'Atlantique.

Heureusement, l'URSS n'a pas seulement la Chine à ses trousses; elle a aussi les pays qui se trouvent sous la férule soviétique mais qui n'appartiennent pas à la Russie mais à l'Europe et qui attendent nostalgiquement de pouvoir réintégrer à nouveau l'Europe.

Actes d'indépendance de caractère européen.

La Yougoslavie de Tito a rompu avec Staline. La Roumanie a reçu triomphalement le Général de Gaulle, symbole d'indépendance européenne. Le

communisme y règne mais il n'a pas étouffé l'esprit national et nous devons recevoir fraternellement toute affirmation d'indépendance vis-à-vis de l'Empire soviétique cependant qu'il ne faut jamais approuver la négation de la liberté religieuse et des autres libertés. Je me rappelle ma propre rencontre avec le Maréchal Tito à Londres, comme membre d'une députation qui a plaidé en faveur des droits des Catholiques et de toutes les autres religions.

Question: En votre qualité de Vice-Président du Mouvement Pan-Européen et de Président de la section britannique de ce mouvement, vous êtes considéré, en Grande-Bretagne aussi bien qu'à l'étranger, comme un véritable militant européen. Dans quelle mesure croyez-vous que l'actuelle politique étrangère de la Roumanie est une contribution à l'idéal européen?

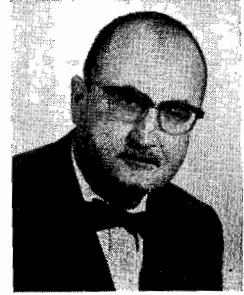
Réponse: Ma réponse à cette question ne saurait être que la suite logique de ce que je viens de dire:

La Roumanie a toujours été et continuera toujours à être européenne par excellence. De par son nom et sa langue, de par son histoire et sa civilisation, elle nous rappelle une unité européenne plus ancienne que, si Dieu veut, nous allons restaurer. Elle nous rappelle aussi la lutte soutenue héroïquement pour conserver un héritage européen sans pareil ».

* * *

Nous sommes particulièrement heureux de voir que les hommes politiques britanniques et le gouvernement lui-même n'oublie pas l'Europe de l'Est dans une Communauté élargie. Cette Communauté élargie ne doit pas se couper économiquement de l'Est européen car ce serait fatalement répondre aux vœux de l'impérialisme russe. Les déclarations de M. BIGGS-DAVISON et celles qu'il cite du Premier-Ministre britannique nous donnent le droit d'espérer que cette fois-ci il y aura une Europe qui saura tenir les yeux ouverts vers l'Est car seulement de cette manière l'Europe pourra éviter la répétition d'erreurs telles que celle de Yalta.

LE POIDS DE L'EUROPE



Fondateur du « Mérite Européen », auteur de l'Encyclopédie « ABC de l'Europe », M. François VISINE, juriconsulte international, économiste distingué, a recouvert de nombreuses charges dans les universités, grandes écoles et organisations internationales, notamment à l'Otan, comme administrateur principal au secrétariat international de 1951 à 1959. Il est en outre membre du Mouvement Européen et de la Société d'économie politique et est l'auteur de nombreux ouvrages historiques et économiques. Nous le remercions d'avoir bien voulu nous préciser ci-dessous son point de vue sur la force réelle des « Dix ».

Depuis la signature solennelle le 22 janvier dernier au Palais d'Egmont à Bruxelles des Traités d'adhésion au Marché Commun de 4 nouveaux Etats européens (Grande Bretagne, Danemark, Islande et Norvège), le cercle géographique de l'Europe dite communautaire doit s'élargir. Il est ainsi espéré qu'au 1er janvier 1973, l'Europe des Six deviendra l'Europe des Dix. Cette Europe des Dix passe en population, en importance du commerce mondial, voire en production d'acier et d'automobiles les Etats-Unis et l'URSS. Qu'on en juge par ces quelques chiffres:

	Population (millions) (1)	Commerce mondial pourcentage (2)	Production millions de d'acier (en tonnes) (2)	Production de voitures automobiles (en millions) (2)
Les Dix	260	41%	139	9,7
Etats-Unis	206	14%	122	6,6
URSS	245	4,5%	116	0,35

Ainsi l'Europe des Dix contiendrait-elle déjà la première puissance économique du monde? Cependant ces statistiques sont *insuffisantes* et *trompeuses*. Insuffisantes, car pour le Produit National par exemple les chiffres sont de 933 milliards de dollars pour les Etats-Unis et de 640 pour l'Europe des Dix (statistiques de 1970). Mais il y a plus important, l'Europe des Dix ne représente que 1,8 millions de km² contre 9,4 pour les Etats-Unis (plus de 5 fois plus) et 22,4 pour l'URSS (plus de 12 fois plus). Ainsi l'Europe des Dix, occidentale et nordique, manque de surface ce qui est une faiblesse grave à l'époque des missiles et des armes thermonucléaire mais en plus tant qu'elle ne sera pas structurée politiquement, elle manque de cohésion et ne peut assurer sa défense que grâce à la protection atomique américaine. C'est un fait que certains regrettent mais c'est un fait d'évidence que tout esprit réaliste doit reconnaître. Ainsi l'Europe des Dix est riche en niveau de vie mais elle

est faible, faible parce qu'elle n'a pas la dimension géographique des grands ensembles contemporains, faible parce que sa puissance économique apparente résulte de l'addition de statistiques nationales alors que l'ensemble ne dispose pas d'une structure politique commune, faible parce qu'elle n'a pas de monnaie commune, pas même de réserves de change communes — ce qui conduit à une rivalité économique entre les Etats membres ou futurs membres du Marché Commun, faible parce que sa défense vis-à-vis d'un socialisme national agressif venant de l'Est ne peut être assurée que par la présence de troupes américaines installées sur son sol (mais cette Europe occidentale ne constitue-t-elle pas la première ligne de défense orientale des Etats-Unis vis-à-vis de l'impérialisme soviétique!), faible parce qu'elle hésite à édifier une communauté de destin dont l'homme, quel que soit le régime politique auquel il appartient, soit le commencement et la fin. Si l'Europe veut avoir un poids réel, elle doit s'unir dans ses diversités, elle doit se forger une existence politique militaire et monétaire, elle doit s'ouvrir à tous ceux des Etats européens qui acceptent la finalité d'une union des peuples d'Europe dans la paix, la liberté et la fraternité. Il faut se méfier des statistiques, elles sont souvent trompeuses... Additionner des chiffres d'entités encore trop souvent rivales et non fusionnées dans une communauté de destin constitue un artifice comptable... De grâce que l'Europe des Dix de demain ne s'y trompe pas: ses statistiques auront d'autant plus de sens qu'elle se structurera en tant qu'entité propre — sans pour cela supprimer ses diversités qui constituent une richesse humaine — qu'elle réalisera une communauté de destin (pour ses peuples et pour ceux des Etats qui attendent l'heure de la rejoindre), qu'elle aura une monnaie et une diplomatie communes, et, en l'absence d'une société internationale vraiment organisée susceptible de maintenir la paix dans le monde, qu'elle sera à même d'assurer sa propre défense... et, dans cette optique, que ceux qui ont les plus grandes responsabilités pour son destin méditent ce diction particulièrement sévère: « quand on est riche, on n'a pas le droit d'être faible ».

Continentrale ou insulaire ?

Quarante-huit heures après la signature par l'Angleterre du Traité d'Adhésion à la Communauté Européenne, M. J. Enoch Powell, MBE., M.P., déclarait, à Bruxelles, que la cérémonie du Palais d'Egmont avait été une « mise en scène ». Quant à la ratification, il a dit: « ...la Chambre des Communes ne la fera pas et le peuple britannique ne l'admettra pas ».

Le 24 janvier, M. J. Enoch Powell, chef incontestable de l'opposition nationale britannique à l'entrée dans la Communauté Européenne a parlé aux membres du « Club de Lyon » (Lyon's Club) de Bruxelles, au Palace Hôtel. Invité, M. Powell vint donner une douche froide à l'enthousiasme qui avait marqué, deux jours plus tôt, la signature du Traité d'Adhésion. Les opinions de M. Powell à propos de l'entrée de la Grande Bretagne dans la Communauté Européenne sont déjà connues sur le continent. Mais à Bru-

xelles il a fait des déclarations que les Européens devraient méditer.

On sait, du reste, que la ratification est loin d'être assurée et quant aux lois qui devront être votées par les Communes, une par une, pour parachever cette entrée, le moins que l'on puisse en dire c'est qu'elles seront combattues par tous les députés qui lui sont contraires et que le gouvernement de M. Heath pourrait bien trouver dans cette bataille une fin prématurée. Nous pensons donc que les déclarations de M. Powell sont encore d'actualité.

Pourquoi « une mise en scène? »

La première affirmation que je dois faire - a dit M. Powell - c'est que cet événement a été uniquement irréal par le fait qu'il lui manquait l'élément essentiel qui aurait pu lui donner une substance et les participants savaient que cet élément essentiel manquait. Signer un traité, c'est une prérogative du pouvoir mais dans tout Etat démocratique - j'ai presque dit dans tout Etat - il est dangereux, sinon désastreux, de signer un traité sans l'appui de l'opinion générale. Cet appui peut être accordé plutôt après la signature qu'avant, mais n'empêche que cet appui est pratiquement indispensable.

Si cela est vrai en général, c'est d'autant plus vrai dans le cas des traités qui engagent les nations pour la vie et pour la mort (comme par exemple les alliances) ou qui modifient la nature et l'avenir des Etats (comme les fusions, les unions, les confédérations).

C'est pourquoi dans les constitutions de beaucoup de Pays il est prévu que de tels actes aient l'approbation populaire moyennant un référendum. En d'autres mots, c'est la volonté générale qui confère au traité sa véritable validité. Pour la Grande Bretagne — et il n'est ni dans mon intention, ni de ma compétence, de parler des autres Pays — l'adhésion à la CEE par le Traité de Bruxelles, est avant tout un acte de ce genre ».

Rappelant à ses auditeurs que le gouvernement britannique et le Premier Ministre lui-même ont souvent souligné la nécessité de l'appui de la nation, M. Enoch Powell a insisté sur le fait qu'en signant le Traité d'Adhésion, le gouvernement britannique savait qu'il ne s'agissait pas d'entrer dans une « zone élargie de libres échanges », mais dans une Communauté qui tend à devenir et qui doit devenir une communauté politique du fait même de l'harmonisation des économies des Pays membres.

Le mirage impérial qui luit encore pour certains Britanniques, à travers la CEE

« Le gouvernement britannique est allé encore plus loin. Il a présenté l'en-

trée dans la Communauté en termes plus spécifiquement politiques qu'économiques. Les expressions « unification », « unité », et même « unité politique », se retrouvent constamment dans ses déclarations. La nation britannique a été encouragée à croire qu'elle allait regagner, sous une autre forme, la puissance mondiale qu'elle croyait avoir à l'époque impériale, le jour où, selon l'expression consacrée « ...l'Europe parlera d'une seule voix ».

Les « Barbares » sont les Britanniques qui veulent entrer dans le Marché Commun

Parlant des raisons spécifiques britanniques qui justifient le refus d'union avec l'Europe, M. Powell a tenu à souligner qu'il ne s'agissait pas, de sa part, d'une marque de mépris à l'égard des Pays continentaux.

« ...Au contraire, a-t-il dit, j'ai pour les nations voisines européennes autant de respect que pour mon propre pays et je cherche à comprendre leurs habitudes et leurs raisons aussi bien que les nôtres. Ce sont ceux que l'on appelle à tort « pro-Européens » qui montrent un véritable mépris pour les autres nations en voulant ou supposant une unité européenne qui non seulement n'existe pas, mais se trouve en contradiction avec ce qu'est l'Europe. Ce sont les partisans du Marché Commun, chez nous, qui sont les Barbares, si je puis dire. Et ce n'est sans doute pas sans raison que jusqu'à une époque récente le plus grand enthousiasme pour l'unification européenne et pour la participation britannique à cette unification avait ses sources en Amérique, hélas! »

La Grande Bretagne, un empire en elle-même

Le fait le plus important quant à l'histoire des Iles Britanniques et surtout de l'Angleterre, c'est que du point de vue politique elles se séparent de l'histoire de l'Europe continentale. Ce n'est pas un paradoxe. Ni l'Empire Angevin, ni le fait qu'il y a eu des prétendants anglais au trône français ne

contredisent cette assertion, pas plus que la possession de la Gascogne et l'héritage du Hanovre n'ont fait d'Edward I^{er} ou de Georges III autre chose que des souverains anglais. Quand Henry VIII déclara que « ce royaume d'Angleterre est en lui-même un empire » (*imperium*), il ne soulevait pas de nouvelles prétentions, mais ne faisait qu'en confirmer de fort anciennes. Il voulait dire — comme Edward I^{er} deux cents ans avant lui — qu'il y a un *imperium* sur le continent, mais que l'Angleterre est un *imperium* en dehors de l'orbite de l'autre, doté de sa pleine souveraineté ».

En Grande Bretagne, le Parlement tient lieu de constitution écrite

M. Powell a aussi précisé que la nation britannique s'oppose à l'entrée dans la Communauté non par peur d'une hausse des prix ou de la concurrence économique, mais parce qu'elle ne veut pas aliéner la moindre parcelle de sa souveraineté qui réside dans son Parlement.

« Surtout parce que nous n'avons pas de constitution écrite, la souveraineté illimitée du Parlement est la garantie suprême de notre liberté du point de vue collectif et individuel à la fois. Si jamais on entendait dire un jour: « ...le Parlement doit faire cela... » ou « ...le Parlement ne peut pas faire cela... » ce serait le signe, et ce serait compris comme tel, que nos libertés et notre indépendance ne sont plus garanties ».

Enfin ce sera NON à la Communauté

Parlant enfin des « changements révolutionnaires » qui sont proposés à la Grande Bretagne, M. Powell a souligné que l'appartenance à la Communauté signifierait que... « le citoyen britannique sera non seulement tenu à respecter des lois que son Parlement n'aura pas choisies de faire ou qu'il ne pourrait ni annuler ni modifier, et il serait implicitement placé sous une juridiction qui ne relèverait pas de la Couronne et qui se trouverait en dehors du Royaume ».

M. Powell a terminé comme suit son discours:

« Tel est et tel sera l'effet de la législation que les Communes doivent accepter si le Traité d'Adhésion est ratifié. On demandera au Parlement de se dépouiller de la compétence et de l'autorité illimitées acquises et maintenues à travers les siècles et que le peuple britannique regarde comme la garantie de son indépendance nationale et de ses libertés politiques. Ce que j'ai à dire à ce sujet est ceci: Elles ne le feront pas. La Chambre des Communes ne le fera pas et le peuple britannique ne l'admettra pas! »

* * *

Les convictions de M. Powell sont de toute évidence typiquement insulaires: disons même **insulaires** et **anglaises**, plus encore que britanniques ou nationalistes. Mais ces opinions, si fortement exprimées et appuyées par des arguments historiques et constitutionnels il faut l'avouer assez frappants — même pour des continentaux — traduisent en fait les sentiments anti-européens des Britanniques.

Si l'on admet que le devoir d'un homme politique est d'exprimer les sentiments de son peuple, même si ces sentiments, à un moment donné, sont mal inspirés, alors M. Powell est dans la vérité, la seule qui existe, à l'heure actuelle, en Grande Bretagne, au sujet de la C.E.E.

Et si nous reproduisons ici les opinions de M. Powell, c'est d'abord par un souci de continuité: le « Bulletin Européen » a toujours soutenu que l'élargissement de la Communauté vers le Nord risque d'être un faux-pas en raison de l'optique et de la mentalité extra-continrentales des peuples nordiques et de leurs dirigeants. Ensuite, nous croyons que l'avenir démontrera que ce point de vue était juste. Même si la Grande Bretagne devient membre de la C.E.E., les Britanniques qui se trouveront avec les continentaux autour d'une même table ne manqueront pas de leur faire sentir qu'au fond ils ne peuvent représenter là que ce peuple britannique dont M. Powell a parlé à Bruxelles et que finalement c'est à ce peuple qu'ils auront à rendre des comptes. Puissions-nous, du reste, avoir tort!

B. E.

UN HOMME DE GRAND COURAGE POLITIQUE SE PENCHE A NOUVEAU

Sir VICTOR RAIKES

L'homme qui a voté contre le Traité de Yalta en 1945, aux Communes, parle de ce qui s'est passé, de ce qu'aurait pu être l'Europe et de ce qu'est maintenant le lourd héritage de notre continent...

à C. MICHAEL-TITUS

notre correspondant permanent à Londres.

La stature haute et droite, la démarche ferme, le parler concis, le geste brusque accompagné d'un éternel cigare, un regard qui embrasse tout sans laisser trace de réactions intimes, tels sont les traits que l'on retient à première vue de Sir Victor. Il faut s'approcher de lui, l'entendre parler dans les réunions du Monday Club dont il est un des membres du Comité exécutif, l'écouter dans les groupes restreints où l'on parle de la grande politique, mesurer la portée de son importance dans l'atmosphère bien britannique de la politique en général, pour comprendre petit à petit que sous l'apparence de ce « gentleman » qui est aujourd'hui le Nestor du "conservatisme", palpiter le coeur vigoureux d'un homme politique de taille churchillienne.

Sir Victor Raikes est un exemple brillant des "leaders" que la société britannique de son temps a produits. Elève de l'Ecole de Westminster et ensuite du Collège de la Trinité de Cambridge, il est devenu avocat en 1924.

En 1927 il était juge à Derby et en 1929 il occupa son premier siège aux Communes, commençant ainsi une longue et brillante carrière politique qui allait faire de lui l'homme à qui l'histoire a donné raison de son vivant. Lieutenant-pilote volontaire pendant la première partie de la deuxième guerre mondiale, c'est-à-dire, aussi, pendant les jours de « La Bataille de la Grande Bretagne », il est revenu ensuite aux Communes où, en 1945, à la tête d'un groupe de députés conservateurs, il passa outre la discipline de parti (Three line Whip) imposée par Winston Churchill et vota contre le Traité de Yalta.

Aujourd'hui, comblé d'honneurs et de titres dont le dernier en date est celui de Chevalier de l'Ordre de St. Jean de Jérusalem, le plus grand honneur de Sir Victor Raikes reste celui d'avoir dit NON au plus grand Britannique de notre siècle et à tous les Grands de Yalta et d'avoir vu que l'histoire lui a donné raison.

Une violation grossière de la Charte de l'Atlantique et du Traité de Riga.

Sir Victor est un homme d'une modeste noblesse. Il a toujours attribué ses exploits politiques et ses succès, à l'entente d'un groupe, d'une équipe, en plaçant toujours sa propre personne à l'arrière-plan. En lui posant certaines questions sur la politique présente en Europe, je lui ai demandé de me relater les circonstances dans lesquelles sa vision politique fut la vraie et voici comment il décrit brièvement ce que fut sa bataille historique pour l'honneur de l'Europe:

« Plusieurs de mes collègues aux Communes, croyaient comme moi que

puisque la Pologne avait été en tout cas l'occasion sinon la seule raison de la deuxième guerre mondiale, son démembrement et sa destruction par l'URSS étaient non seulement une violation grossière de la Charte de l'Atlantique et du Traité de Riga, mais contraire à toute forme de justice ».

Révolution ouverte aux Communes.

« Nous avons, par conséquent, proposé un Amendement à la Déclaration du Gouvernement sur le Traité de Yalta, et nous avons voté contre cette Déclaration malgré la discipline renfor-

GE ET DE GRANDE INTEGRITE AU SUR LES PLAIES DE L'EUROPE

AIKES, K. E. B.

cée du parti, au plus haut degré ». Selon l'arrangement du débat, l'Amendement qui en réalité signifiait le rejet catégorique du Traité de Yalta, a été proposé par M. Petherick, secondé par Sir A. Southby, rependant qu'à moi est revenu la tâche de prendre la parole pour faire la synthèse des idées préconisées par les dissidents. Je fus suivi à la tribune par le Ministre des Affaires Etrangères (Anthony Eden), qui a parlé pour le gouvernement ».

Une visée militaire qui aurait pu sauver l'intégrité de l'Europe.

Sir Victor m'a ensuite exposé ce que les dissidents voulaient obtenir pour l'Europe:

« Notre conviction était que, si à la fin de la guerre, la Grande Bretagne et les Etats-Unis s'opposaient fermement à l'URSS et insistaient pour obtenir un arrangement négocié en toute liberté, devant le refus de l'URSS, nous aurions été assez forts alors pour occuper la plus grande partie de l'Allemagne, y compris Berlin, et aussi grande partie de la Pologne et de l'Europe Centrale, (La Russie aurait probablement retenu illégalement l'est de la Pologne) et la carte de l'Europe après 1945 aurait été tout à fait différente ».

L'Alliance entre l'URSS et les Etats-Unis a empêché le complot britannique en faveur de l'Europe.

Sir Victor a continué:

« Malheureusement, comme nous le savions déjà, l'Alliance entre l'URSS et le Président des Etats-Unis a forcé la main à Churchill rendant ainsi une vraie action militaire impossible ».

Yalta, une trahison morale.

« Quoi qu'il en soit, si faible que nous, Britanniques, étions devenus à cause de cette alliance, nous étions convaincus que signer le Traité de Yalta était une trahison morale et qu'il fallait s'y opposer.

Le résultat du Traité de Yalta allait bientôt, quoique trop tard, montrer combien nous avions eu raison ».

* * *

Tels ont été les dramatiques événements qui se sont déroulés aux Communes, aux yeux du public et dans les coulisses où l'Alliance russo-américaine de l'époque a réussi à paralyser une initiative britannique en faveur de l'Europe.

Après plus d'un quart de siècle, Sir Victor, dans ces quelques phrases concises, nous ramène aux jours de cette tragédie avec la sobriété qui le caractérise.

Dans la lumière de ces événements passés, mais tellement actuels pour notre continent, j'ai posé à Sir Victor, quelques questions concernant justement, ce « résultat du Traité de Yalta ».

Ce lourd héritage de Yalta et l'effort louable de la Roumanie dans sa politique étrangère.

question: Comment voyez-vous maintenant la lutte de la Roumanie pour l'indépendance nationale et sa politique étrangère qui paraît se baser sur cette idée d'indépendance vis-à-vis de la Russie, à tout prix?

réponse: « Quoique le Gouvernement roumain poursuive une plus grande indépendance dans les affaires étrangères à l'intérieur, il se trouve sous une stricte dictature communiste et bien que ses efforts pour plus de flexibilité soient louables, le processus de cette flexibilité sera encore contenu pour un certain temps ».

L'histoire se trouve du côté de ceux qui luttent pour leur indépendance.

question: Quelle chance croyez-vous qu'a la Roumanie de parvenir à une indépendance totale vis-à-vis de la Russie et à quel point croyez-vous que cela puisse être important pour l'Europe?

réponse: **Toute séparation de la Russie des soi-disant pays satellites, serait d'une grande valeur, et pour ces pays et pour l'Occident. Je crois que c'est ce qui arrivera finalement car la liberté ne peut être supprimée pour toujours ».**

La camisole de force de la bureaucratie soviétique éclatera un jour.

Sir Victor a continué sur le même thème en abordant le problème dans son ensemble:

« Je crois que cela viendra par suite de l'éclatement, en son temps de la camisole de force de la bureaucratie soviétique et cet éclatement pourrait mener à la révolte non pas seulement dans les pays satellites, mais aussi dans certaines parties de l'URSS, surtout en Ukraine. La Roumanie ferait partie de cet éclatement ».

Les trois Allemagnes sont quand même dans la conscience de l'Europe.

Sir Victor a aussi accepté d'exprimer son opinion sur la question des trois Allemagnes, soulevée par M. Povl Skadegard, Secrétaire Général de l'Union Fédéraliste des Communautés Ethniques Européennes au Séminaire de Bad Kissingen comme l'ont signalé le « Bulletin Européen » de décembre 1971 et le bulletin anglais The REMINDER. C'est toujours dans le cadre de la situation générale en Europe, héritée de Yalta, que Sir Victor a déclaré:

« Il est évident que s'il y a un éclatement, tout l'avenir des frontières allemandes et polonaises, et, en effet, des frontières polonaises et ukrainiennes, devra être révisé. Il est possible que l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest s'unissent quoique cela soit loin d'être certain.

Il est évident que les termes de l'« Ostpolitik » de M. Brandt ne sont pas de nature à faciliter l'unification des deux Allemagnes et moins encore la solution du problème des trois Allemagnes qui, selon M. Povl Skadegard, devraient participer à l'élaboration et la signature d'un vrai traité de paix. L'« Ostpolitik » de M. Brandt n'est qu'une capitulation de plus devant la Russie et non pas devant la Pologne, devant l'esprit de Yalta et non pas devant les nécessités de paix en Europe.

DIALOGUE DE FORCE ... OU DE LOGIQUE ?

Nous relevons dans la revue italienne IL DIALOGO (Quaderni europei di dialogica), un texte intitulé: « Rencontre avec Ceausescu », du professeur Aldo Testa.

J'ai exprimé au Président Ceausescu combien j'avais trouvé décisive sa critique à la logique de la force, du fait que celle-ci est justement la conséquence de la logique des esprits individuels, puis des peuples pris individuellement; lesquels, estimant être en possession de la raison (qu'ils identifient avec leur propre raison), pensent qu'ils ont le droit, et même le devoir, de l'imposer aux autres esprits et même aux autres

peuples. D'où le passage de la force (comprise comme force de vérité) que chaque pseudo logique individuelle prétend avoir sur les autres pseudo logiques individuelles (...) à la logique de la force des entités individuelles sur d'autres entités individuelles (qu'il s'agisse des individus ou des peuples pris individuellement).

Jusqu'au jour où l'on comprendra que l'Homme est l'homme avec l'homme, et que l'Humanité est entre les Peuples; si bien que la pensée et la logique se proposent dans le colloque constructif même des hommes entre eux. De sorte que s'affirme la logique du dialogue entre les hommes et entre les peuples ».

Karl BENZE - TEISS

L'Ostpolitik dénoncée en Allemagne

Hans Graf Huyn:

« L'accord de Moscou du 12 août 1970, un triomphe pour le Kremlin. »

Au nom de l'Union Chrétienne-Sociale, fraction alliée au Parti Démocrate-Chrétien dans le Bundestag, M. Hans Graf HUYN tire la cloche d'alarme contre l'impérialisme soviétique en Europe: « **L'accord entre la République Fédérale Allemande et l'Union Soviétique nous concerne tous!** »

Dans un pamphlet intitulé « **Der Moskauer Vertrag vom 12 August, 1970, ein Triumph des Kreml** », M. Hans Graf Huyn dénonce le caractère anti-allemand et anti-européen de l'Ostpolitik. Pour nos lecteurs, nous traduisons ci-dessous l'introduction de ce pamphlet, dans laquelle l'auteur montre brièvement comment le Chancelier Willy Brandt et ses amis politiques ont considéré l'accord de Moscou « **un nouveau point de départ capital dans la politique étrangère allemande** ». Nous donnons ensuite, la traduction du texte dans lequel M. Hans Graf Huyn produit les preuves irréfutables de l'attitude contraire que le Chancelier et son parti avaient prise avant l'inauguration de l'Ostpolitik et la signature de l'accord de Moscou.

Le Chancelier Brandt a déclaré qu'il considérait cet accord comme « **une fin et en même temps un nouveau commencement** ». (son discours à Moscou, le 12 août 1970)

Le jour de la signature de l'accord, la presse du Parti Social-Démocrate interprète cette signature comme « **un grand pas en avant sur le chemin de la co-existence** », et rejette l'idée de la réunification allemande comme « **une idée fixe sur des attachements démodés** ». Pour Wehner, cet accord est « **un accord de base plein de signification pour l'avenir** ». (Bundestag, le 18 septembre 1970)

Nous nous demandons: Est-ce que cet accord est le signe d'une politique social-démocrate qui demande « **que tout ce qui reste d'une vieille époque soit abandonné et que les principes d'une nouvelle politique soient définis** », comme le Chancelier Brandt l'a dit, paraît-il le 13 mai 1970 à la confé-

rence du Parti Social-Démocrate à Sarrebruck?

* * *

Le Parti Social-Démocrate a abandonné sa propre politique!

Selon le pamphlet de M. Hans Graf Huyn, les socialistes allemands paraissent avoir une conscience politique très flexible et peut-être aussi, la mémoire courte. En effet l'auteur énumère quelques exemples de déclarations publiques faites par divers chefs socialistes, comme des exemples parfaits et irréfutables d'abandon d'une politique en faveur de l'Ostpolitik d'aujourd'hui.

Kurt Schuhmacher déclarait le 31 mars 1951 devant le Comité exécutif du Parti Social-Démocrate à Bonn:

« **aussi longtemps que les Allemands et les forces démocratiques de notre pays lutteront avec cette ardeur (et j'espère que nous ne serons pas les seuls!) contre la ligne Oder-Neisse, les Russes ne pourront pas jouir de la paix dans leur système satellite slave...** ».

C'est encore Kurt Schuhmacher qui, dans la même circonstance, disait:

« **Personne ne pourrait venir autour de la table de conférence avec eux (les Russes) à moins qu'il ne s'identifie aux tortionnaires des camps de concentrations et ne se déclare ainsi contre les victimes et en faveur des bourreaux.** ».

Le 1^{er} mars, 1962, Willy Brandt déclarait:

« Personne ne réussira à nous faire accepter, voire garantir le Mur de Berlin. Le Mur n'est pas une frontière, mais une disgrâce et celui qui l'accepte appelle la disgrâce sur lui-même ».

Le 14 décembre, 1966, Herbert Wehner déclarait à son tour:

« Les conditions essentielles pour la reconnaissance de la République Démocratique Allemande étaient le droit aux élections libres et secrètes pour les citoyens de cette République, la liberté de presse et d'expression artistique et un système judiciaire indépendant du pouvoir exécutif ».

Le 25 juillet, 1969, la Radio de la République Fédérale Allemande diffusait ce passage extrait des écrits de Herbert Wehner:

« La République Fédérale serait menacée d'être écrasée entre ces tensions (provoquées par les Russes) et la pression évidente de l'impérialisme russe, si elle n'acceptait pas de signer une reconnaissance définitive du démembrement de l'Allemagne. En tant que partie de l'Allemagne qui soit la seule à avoir une constitution démocratique et sociale, la République Fédérale doit faire son devoir qui est de donner à tous les Allemands la chance de contribuer à la création d'un avenir allemand dans le sens de l'auto-détermination ».

Le 25 septembre, 1968, le Parti Social-Démocrate, l'Union Démocrate-Chrétienne et l'Union Sociale-Chrétienne ont adopté les principes d'une politique commune allemande, proclamée dans une résolution votée à l'unanimité, qui soulignait « le devoir du gouvernement fédéral de parler au nom de tout le peuple allemand ».

L'Ostpolitik d'aujourd'hui pratiquée par le Parti Social-Démocrate, et tendant à un « **Traité de paix européen** » un « **Système collectif de sécurité** » et « **une Conférence européenne de sécurité** », est au fond un vieux projet soviétique. Le 15 novembre, 1954, la note soviétique envoyée aux 34 nations spécifiait déjà:

« Le gouvernement soviétique croit qu'il faut convoquer immédiatement une conférence de tous les gouvernements européens avec le gouvernement

des Etats Unis, dans le but d'établir un système collectif de sécurité ».

Ceux qui sont prêts à céder aux intentions soviétiques jusqu'à ce point, montrent leur absence de réalisme politique, et contribuent à mettre en danger l'existence nationale des Allemands et la liberté de l'Europe. A la base de l'Ostpolitik il y a des raisons d'ordre idéologique et non pas national ou européen: **il s'agit de préparer la voie à une ultérieure suppression de différence entre le socialisme de l'est et celui de l'ouest en reconnaissant la position puissante de la Russie Soviétique en Europe. Au lieu d'un changement à travers le rapprochement, l'Ostpolitik nous propose un rapprochement à travers le changement.**

Herbert Wehner s'était déjà engagé sur cette voie quand il avait demandé en août 1970 dans un article publié par le « Politika », l'élimination progressive des préjugés que les Sociaux-Démocrates entretenaient jadis contre les communistes. Déjà en septembre 1970 il ne permettait aux Sociaux-Démocrates allemands qu'un « **anti-communisme neutre** ». Ces attitudes étaient la réponse à Susslov, l'idéologue en chef soviétique qui, à l'occasion de la célébration du cinquantième de la fondation du Komintern, condamna sévèrement la **vieille thèse** selon laquelle « **la démocratie-sociale représentait le plus grand danger pour le communisme** ».

Mais puisque selon Wehner l'anti-communisme des sociaux-démocrates est un des « préjugés du passé », nous demandons: Est-ce que les faits et événements ci-dessous sont aussi des « préjugés du passé »:

— La domination soviétique de l'Europe de l'est après 1945

— L'annexion de l'est de la Pologne en 1945

— L'annexion de la Bessarabie en 1945

— L'avènement au pouvoir du communisme en Bulgarie, Hongrie, Roumanie et en Tchécoslovaquie entre 1946 et 1948

— Le blocus de Berlin, 1948-49

— La répression de la révolte à Berlin dans la zone soviétique le 17 juillet, 1953

— La répression de la révolte en Hongrie en 1956

— La construction du Mur de Berlin le 13 août 1961

— Les bases de missiles à Cuba en 1962

— L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968

— La présence des militaires et des pilotes soviétiques en Egypte.

Quant aux mesures que la Russie Soviétique est en train de prendre pour se créer des bases navales à partir de l'Océan Indien jusque dans la Méditerranée et l'Océan Atlantique, est-ce que ces bases sont uniquement défensives alors que la Russie est une puissance traditionnellement continentale et nullement maritime?

* * *

Tel est en bref l'acte d'accusation que M. Hans Graf Huyn dresse contre l'Ostpolitik du Chancelier Willy Brandt, au nom de la nation allemande et au nom de la liberté européenne mise en danger par une malheureuse politique d'apaisement. Loin de prêcher une politique agressive envers la Russie Soviétique, notre Bulletin est le premier à vouloir promouvoir l'entente entre

tous les pays de l'Europe quels que soient leur régime politique, mais nous nous opposons à tout impérialisme d'où qu'il vienne et au nom de quelque doctrine ou croyance que ce soit. Le cri d'alarme de M. Hans Graf Huyn devrait être entendu par tous ceux qui commettent encore l'erreur de considérer la Russie comme une puissance communiste quelconque. Comme les chefs communistes des Pays Baltes l'ont démontré récemment par leur appel à l'Occident contre la russification de leurs pays sous le masque du communisme, la Russie n'est ni communiste, ni léniniste, ni intéressée au sort des travailleurs du monde; elle est tout simplement une puissance impérialiste qui sous le masque d'une doctrine prépare la mort des libérés en Europe et dans le monde entier. Il est du devoir de tous les Européens de dénoncer cet impérialisme et de lui barrer la route là où il se manifeste, y compris dans des pays de régime communiste qui aspirent à l'indépendance nationale.

Un curieux procès

L'Association Internationale pour la Défense des Langues et Cultures menacées) nous envoie le communiqué suivant:

Pour des faits remontant au 26 octobre 1970, l'Administration a intenté un procès à l'étudiant Marjan Borut Sturm, citoyen de la minorité slovène d'Autriche. Le prévenu est accusé d'avoir surchargé un panneau de signalisation routière qui portait l'inscription HERMAGOR en y ajoutant le nom slovène de cette localité: SMOHOR. Il est donc poursuivi pour dégradation de bien public. Le procès, primitivement prévu à Klagenfurt, avait dû être renvoyé à cause de la vive émotion que son annonce avait provoquée dans cette région. Il vient de se dérouler à Loeben, le 27 février, dans de curieuses conditions.

Le Président du Tribunal a entendu un expert, cité par le Ministère Public, qui a fixé le dommage subi par l'Etat à la somme de 110 schillings, ce qui correspond à environ 24 francs français, mais a dû renvoyer le procès sine die, l'expert ayant établi son appréciation sans même avoir vu le panneau.

Dès qu'elle a eu connaissance de l'importance du procès, l'Association Internationale pour la Défense des Langues et Cultures menacées, a demandé à tous

ses membres, dans tous les pays où elle se trouve implantée, de protester vigoureusement auprès des autorités autrichiennes.

De très nombreux télégrammes et lettres ont été adressés au Ministre de la Justice à Vienne et aux Ambassadeurs d'Autriche des différents Pays. Le Président du Tribunal a reçu aussi un important courrier.

L'AIDLCM estime en effet que le Gouvernement autrichien a fait preuve jusqu'ici de peu d'empressement pour respecter certaines de ses obligations qui découlent du Traité de Paix de 1945 et notamment de son Art. 7. Le § 3 de cet Art. prescrit l'obligation qui lui est faite d'adopter une signalisation bilingue dans la zone slovénophone.

Sans prendre aucunement position en ce qui concerne l'acte délictueux lui-même, qu'elle n'approuve pas, l'AIDCLM affirme cependant très clairement que la situation qui est faite à la minorité slovénophone du fait du non respect, est contraire aux intérêts culturels des habitants de cette région et n'est pas propre à entretenir parmi eux un climat de paix et de concorde.

L'Autriche, pays de haute culture et d'une tradition démocratique indiscutable, se doit de donner à ses minorités linguistiques croate, hongroise et slovène, un statut culturel convenable, conforme aux intérêts de ses citoyens et en accord avec ses engagements.

A travers l'Europe et le monde

par A.P.G.

**CURIEUX LANGAGE
EN FRANCE...**

Certains naïfs pourraient croire que l'Europe unie est un idéal qui se suffit à lui-même. C'est qu'ils ignorent qu'un idéal est pour certains un instrument commode, un paravent derrière lequel on dissimule des visées moins utopiques et plus rentables. C'est ainsi qu'un représentant de la Gauche européenne, l'ancien Président de la C.F.D.T., M. André Janson, après avoir avoué que « nos organisations internationales ont le plus grand mal à assumer les perspectives européennes » ajoute: « .. si nous voulons introduire nos conceptions dans la construction européenne, il faut nous manifester par des propositions concrètes, qu'il s'agisse de la politique régionale, de l'éducation ou des relations avec le monde extérieur ».

Evidemment quand une entreprise « marche bien » ceux qui n'y croyaient pas, pris de panique, cherchent à s'y manifester et à s'y introduire. La foi et les idées manquent peut-être mais une fois dans la place on pourra tirer profit de tout, politique régionale, éducation et relations extérieures en vrac. En tout cas, si le programme est confus, le langage est clair et révélateur.

**...ET EN
GRANDE BRETAGNE**

Et voici maintenant qu'une voix britannique de même orientation politique, vient se joindre à cette vue « utilitaire » du socialiste français. Il s'agit de M. John Vaizey professeur de Sciences Economiques à la Brunel University, près de Londres. Cette université, comme bien d'autres en Angleterre, a été fondée par les socialistes qui ont tout simplement transformé en « université » un ancien collège technique d'enseignement moyen. Ce

n'est pas le lieu de discuter ici du mal qu'ont pu faire au Pays ces improvisations hâtives des commissions chargées de résoudre des questions importantes par les Conservateurs britanniques de gauche (Pink Conservatives). Ce que nous voulons souligner, par contre, c'est que le parti socialiste cherche une fois de plus à tirer l'eau à son moulin en faisant servir à ses propres fins la construction européenne, la CEE et toutes les entreprises qui devraient se situer au-dessus des intérêts de parti.

En effet, quelques heures après le rapport de Lord Wilberforce qui donnait satisfaction aux mineurs après la grève qui a placé la Grande Bretagne en crise à la mi-février, M. John Vaizey déclarait tranquillement dans le « Evening News » du 18.2.72 que, désormais, puisque l'Angleterre allait entrer dans le Marché Commun, la France et l'Allemagne seraient bien obligées de l'aider...

Voci la traduction des déclarations de M. John Vaizey:

« Je parais être le seul optimiste qui reste en Grande Bretagne. Maintenant que Wilberforce a donné aux mineurs à peu près ce qu'ils voulaient, beaucoup de gens pensent que notre économie va s'écrouler: inflation sans limites, baisse de la production et marasme.

Il est vrai, évidemment, que malgré les appels unanimes à la modération dans la demande d'augmentation des salaires, il y aura un autre bond dans l'accroissement de ces demandes et que la nouvelle norme sera plus élevée que les 7 ou 8% pratiqués jusqu'ici.

D'autre part il y a des choses qui sont beaucoup plus importantes. Ce qui a tenu la Grande Bretagne dans l'état de stagnation des années soixante, c'était notre commerce extérieur désastreux. Le capitalisme occidental était dangereusement arrivé presque à l'écroulement total parce que son système monétaire international était totalement désorienté. Le système monétaire international a été rapiécé et la Grande Bretagne ne

vit plus dans la terreur que le moindre mouvement de notre part puisse déclencher une crise mondiale

Mais nous sommes virtuellement dans le Marché Commun et par conséquent les Français et les Allemands sont dans l'obligation de nous aider. Si nous devons dévaluer de nouveau comme probablement nous devons le faire, cela semblera presque un réalignement normal et

non pas une catastrophe ».

Cette façon de voir les choses par le petit bout de la lorgnette ne serait pas si scandaleuse dans un village. Mais qu'on la pratique au moment où il s'agit d'unir et de concilier des points de vue et des intérêts qui vont bien au delà des politiques de parti et des problèmes intérieurs nous semble aussi futile que pernicieux.

Les Nouvelles Economiques

de ROLF WANGEMANN

Industrialisation à la russe

Il y a cinq ans, les Russes prirent en considération le projet d'agrandissement gigantesque de leur fabrique d'automobiles de Moscou. C'est alors qu'ils commencèrent à chercher à l'étranger des partenaires possibles. Mais ils s'aperçurent vite que la situation géographique de l'usine posait certaines limites, si bien qu'ils décidèrent d'envisager la réalisation du projet de Kama. A Kama, 100 kms. à l'est de Moscou, doit naître la plus grande fabrique de camions du monde. Le coût prévu serait d'environ 11 milliards de dollars et la production, à partir de 1975, irait de 600 à 700 camions par jour. Ces véhicules devraient « peupler », avec les automobiles « Fiat 124 ski », le réseau routier de l'Union Soviétique qui mesure une longueur totale de 1,3 millions de kilomètres (y compris les 2/3 dont la surface, presque inaccessible en été en raison de la boue, se durcit en hiver, parce que gelée).

Les Russes invitèrent à collaborer tous ceux qui croyaient s'y entendre en fait de construction automobile, accessoires, sidérurgie etc. Ils récoltèrent ainsi des tonnes de papier. Mais c'était du papier de grande valeur, du papier imprimé, avec les plans et dessins relatifs au projet Kama.

Le jeu avait commencé. Les concurrents

s'investivaient réciproquement. Par l'intermédiaire de leurs nouvelles d'agences, les Russes rendaient publics les résultats de la compétition en indiquant chaque fois un favori différent. De leur côté, les diplomates russes faisaient tout leur possible pour que chacun pût se croire le gagnant probable.

C'est ainsi, par exemple, qu'en 1969, la Brown Boveri Germania jouissait d'attentions spéciales de la part des diplomates russes. La Société allemande du grand groupe suisse devait construire toutes les installations de fonderie pour le projet Kama. Des indiscretions laissaient entendre que la Fiat aurait refusé l'offre russe à la suite des inconvénients qui s'étaient vérifiés pour la Fiat 124 ski. La bureaucratie russe avait provoqué des retards de 2 ans, fâcheux pour la Fiat, et la « 124 ski » destinée à l'origine exclusivement à l'usage intérieur de la Russie, concurrençait les autres voitures Fiat sur les marchés occidentaux à très bas prix. Les voitures « Sciguli 124 ski » — qui coûtent en Russie environ 27.000 francs suisses — devraient faire au printemps leur apparition sur le marché suisse à un prix inférieur à 8.900 francs, qui est le prix de la Fiat 124 italienne sur ce marché.

En 1970 il semblait que la Daimler-Benz allait être la gagnante de cette loterie. La Daimler-Benz devait se charger de l'exécu-

tion de tout le projet. Les Russes pensaient que la fabrique allemande aurait trouvé les financements nécessaires, éventuellement avec l'aide de l'Etat; aussi M. Tarasov, ministre russe pour les constructions automobiles, rencontra M. Schiller, ministre allemand de l'économie et des finances. Le crédit ne fut pas accordé.

Entre temps, toutefois, les Russes avaient entamé des pourparlers avec la firme allemande Klöckner-Humboldt-Deutz pour la fourniture de moteurs, presses et équipement de montagne et ils avaient demandé des offres pour les installations de fonderie à la Buderus qui fait partie du groupe Flick. Les mêmes offres furent également demandées en Suisse, à la firme Hayek (qui s'occupe de projets industriels) et, de nouveau, à la Brown Boveri.

En décembre 1970 eut lieu à Moscou une grande rencontre au cours de laquelle les Russes donnèrent à entendre à tous qu'ils étaient favorisés, sans exclure la fabrique américaine Mack Truck, la dernière arrivée. Les firmes qui n'étaient nullement désireuses de se charger de tout le projet individuellement, s'unirent en consortium. Toutes fournirent des plans de construction ultérieurs et des dessins techniques. Après quoi leurs représentants quittèrent la Russie avec une profusion de promesses mais sans rien de concret.

Mais déjà dans l'été de 1970 Henry Ford avait été appelé à Moscou pour présenter une offre parce que les Russes aimaient beaucoup le camion « Louisville » de la Ford, un véhicule robuste d'une portée de 30 tonnes. Toutefois le « Louisville » faisait partie des véhicules stratégiques dont l'exportation est interdite et le ministère de la Défense ne transigeait pas. En tout cas le bruit courait que ce n'était là qu'un prétexte et que la Ford, forte de l'expérience de la Fiat, se montrait plus prudente.

A la fin, en raison des difficultés de l'économie américaine en 1971, l'interdiction d'exportation fut levée pour les camions et les espoirs de la Mark Truck renaquirent. Les Américains organisèrent pour les Russes une visite en grande pompe de toutes les usines qui pouvaient leur servir

à la réalisation du projet Kama.

Entre temps la Daimler-Benz avait abandonné le terrain, car elle ne se souciait pas de fournir gratuitement une documentation ultérieure. D'autres firmes suivirent son exemple pour le même motif si bien que le cercle des concurrents ne cessait de se restreindre.

Mais désormais les Russes semblent avoir réuni assez de documents pour pouvoir se passer de ceux que l'on pourrait encore leur fournir. En novembre dernier, un contrat a été conclu avec la Renault pour la fourniture d'équipements d'une valeur de 1,2 milliard de francs. Durant son séjour parisien M. Kossyguine a signé l'accord de principe. Mais les contrats de détail manquent encore. Et, dans cette lacune, reste la possibilité d'un autre petit jeu puisque la non conclusion d'un contrat de détail peut motiver l'annulation du contrat global. Ce qui permettra aux Russes de pousser les Occidentaux à révéler d'éventuels détails techniques qui leur manquent encore.

France et Grèce pour l'indépendance nationale

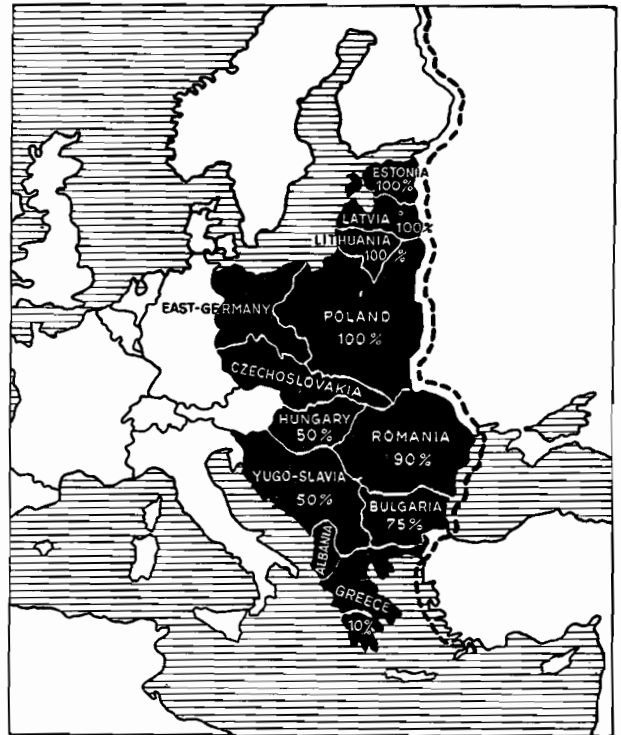
A la fin janvier M. Jean de Lipkowski, secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères a fait une visite de trois jours à Athènes.

Dès sa descente d'avion, M. De Lipkowski a déclaré aux journalistes que la France et la Grèce avaient un intérêt particulier à se consulter au sujet des échanges entre les deux Pays. Mais, surtout, M. de Lipkowski a souligné que la France et la Grèce avaient en commun « une conception intransigeante de l'indépendance nationale... placée au service de la coopération internationale, de la paix et de la détente... »

Nous avons été les précurseurs de cette détente en Europe. - A ajouté le ministre français - Nos visites à Sofia, à Belgrade, comme la reprise des relations entre la Grèce et l'Albanie, sont autant de sujets d'entretiens ».

Europe de l'Est

Voici la carte de l'Europe de l'Est cédée par Churchill à la Russie le 9 octobre 1944 à Moscou. Cette division devait être sanctionnée à Jalta en février 1945.



Parce qu'il se mit au service des divers partis politiques qui gouvernèrent la France pendant et après la grande Révolution de 1789, le prince de Talleyrand-Périgord est généralement méprisé en tant qu'homme. Mais nul ne songe à contester le génie politique de celui qu'un historien a appelé « l'homme de la France ». C'est qu'à travers Louis XVI, la Constituante, le Directoire, le Consulat, Napoléon et La Restauration, à travers tous ceux qui furent investis pour un temps du pouvoir, ce grand seigneur infidèle aux hommes et aux partis politiques resta toujours fidèle à son Pays et à un idéal qui allait bien au-delà des régimes et des idéologies: l'idéal de ses amis les philosophes du Siècle des Lumières: paix et liberté pour les peuples. En 1797, il écrivait au jeune général Bonaparte: « Nous ne sommes pas entrés en Italie pour nous faire marchands de peuples... ». Et bien des années plus tôt, en 1792, dans un « Mémoire sur les rapports actuels de la France avec les autres Etats de l'Europe: « On sait bien maintenant à quoi se réduisent toutes les grandes idées de rang, de primatie, de prépondérance... on a appris enfin que la véritable primatie, la seule utile et raisonnable, la seule qui convienne aux hommes libres et éclairés est d'être maître chez soi et de n'avoir jamais la ridicule prétention de l'être chez les autres... ». Prétention non seulement ridicule, mais dangereuse car - disait-il encore: « On peut tout faire avec des bâtonnettes, sauf s'asseoir dessus ».

C'est un enseignement que Moscou devrait méditer. Au moment où la Chine fait irruption dans la diplomatie mondiale, au moment où la Rus-

sie a besoin d'être tranquille en Europe, voici que l'homogénéité du bloc de l'Est donne des signes de plus en plus répétés de fracture. Après l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, le décembre polonais de 1970, voici que le général roumain Ion Serb est fusillé en janvier 1972 pour avoir communiqué au Kremlin des secrets militaires de son Pays. Et ni le gouvernement yougoslave ni le gouvernement roumain ne dissimulent qu'ils sont prêts à utiliser, au besoin, le redoutable contre-poids de Pékin. Est-ce un hasard qui veut que la première ligne aérienne civile chinoise vers l'Europe aboutisse à Bucarest? Et il y a la Hongrie. Dans son rapport devant le parti communiste tchécoslovaque, l'automne dernier, M. Vasil Bilak, membre du Présidium et secrétaire chargé des questions internationales a formulé de nombreuses critiques à l'encontre de plusieurs partis « frères » et notamment de la Hongrie qui, dit-il, s'achemine vers des objectifs qui sont bien à elle.

Certes, Prague est rentrée dans le rang. Sous la pression d'hommes politiques qui n'ont pas, à l'encontre de M. de Talleyrand, beaucoup « d'avenir dans l'esprit » et qui semblent davantage les « hommes de Moscou » que les « hommes de la Tchécoslovaquie ».

bulletin européen

ont collaboré ou collaborent:

Konrad ADENAUER, P. E. ARGENTIERI, Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, John BIGGS-DAVISON M.P., Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Henri BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Giuseppe CARON, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, A. DECHLICH, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, Carlos DE MONTOLIU, Giorgio DI DOMENICO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. van ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Raymond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Eugenio GATTO, Pietro GERBORE, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, A. V. GIARDINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Wladimir IONESCO, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKY, Jacques DE JONG, G. KALLAY, Jacques KAYSER, Stanislav KOUTNIK, Pierre de LANUX, LARS J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, C. MICHAEL-TITUS, Francis DE MIOMANDRE, Manlio MISEROCCHI, Umberto MONICO, Angelo MORRETTA, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Erich MULHMANN, Pier Fausto PALUMBO, Costas PAPANOS, Giuseppe Ugo PAPI, A. PAPLAUCKAS RAMUNAS, Giuseppe PELLA, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Peter RATAZZI, Gonzague de REYNOLD, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Louis ROUGIER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTE LOETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Tom STACEY, Jacques TREMPONT, Georges USCATESCU, M. de la VENTOLIERE, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOORLICH, Paul Van ZEELAND.

bulletin européen

Rédacteur responsable: A. PELLEVAUT GINI

Direction - Rédaction: Largo Chigi, 19 - ROME
Tél. 672.578

ABONNEMENTS

Italie	Lires 2.000	Etranger	Dollars 3,—
Abonn. d'Honneur	5.000	Abonn. d'Honneur	10,—

c/c postale Roma N. 1/16299

Ente Civile **Universitas Personarum Dragan** - Venezia

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15.12.1951

studio tipografico, p. del popolo 3, roma